

# QUESTION 2

## L'AFRIQUE : LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT

I.	LE SAHARA : RESSOURCES, CONFLITS -ÉTUDE DE CAS .....	20
A.	UN ESPACE DE FORTES CONTRAINTES PHYSIQUES, MAIS DISPOSANT D'IMPORTANTES RESSOURCES .....	20
B.	UN ENSEMBLE POLITIQUEMENT FRACTIONNÉ.....	21
C.	UN ESPACE CONVOITÉ .....	21
II.	LE CONTINENT AFRICAIN FACE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA MONDIALISATION .....	22
A.	UN CONTINENT À L'ÉCART DU DÉVELOPPEMENT ET DU MONDE ? .....	22
1.	<i>L'Afrique cumule les indicateurs défavorables</i> .....	22
2.	<i>Des circonstances politiques aggravantes : conflits et mauvaise gouvernance</i> .....	26
B.	DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR L'AFRIQUE ? .....	27
1.	<i>Des capacités d'adaptation</i> .....	27
2.	<i>Des évolutions positives</i> .....	27
3.	<i>Une insertion dans l'économie globale</i> .....	29
C.	LES DÉFIS À RELEVER RESTENT NOMBREUX .....	30
1.	<i>Les défis du peuplement</i> .....	30
2.	<i>Nourrir l'Afrique en intégrant le défi environnemental</i> .....	31
3.	<i>Surmonter les blocages structurels</i> .....	31
	CONCLUSION .....	32



# QUESTION 2

## L'AFRIQUE : LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT

Manuel p.162-195

### Diapo 1-2

Titre & Sommaire + Intro & problématiques

Repères p.164-165 + Problématiques p.166-167<sup>103</sup> - Cette étude consacrée à l'Afrique suppose une prise en compte globale de la notion de développement ; celle-ci, largement renouvelée, ne peut plus se limiter aux seuls indicateurs économiques et financiers (PNB, PNB/habitant, dette, etc.), ni même aux composantes du développement humain ; elle intègre également les objectifs du développement durable.

Elle interroge également la place du continent face à la mondialisation et suppose, en examinant les capacités de réaction, les adaptations et les dynamiques en œuvre, de dépasser le constat d'une Afrique subissant dans la passivité les effets de la mondialisation.

*Quels sont les enjeux économiques et géopolitiques de l'ensemble saharien au regard des ressources qu'il recèle ? Quelles sont les multiples convoitises qui s'y manifestent ?*

*Quelle est la situation de l'Afrique face aux questions de développement ? Le continent connaît-il un réel décollage économique ? Quelle place occupe-t-il dans la mondialisation ? Quels défis démographiques, économiques, environnementaux et politiques l'Afrique doit-elle encore relever ?*

### Diapo 3-4

Titre + Sommaire II

## I. LE SAHARA : RESSOURCES, CONFLITS -ÉTUDE DE CAS

*Quels sont les enjeux économiques et géopolitiques de l'ensemble saharien au regard des ressources qu'il recèle ? Quelles sont les multiples convoitises qui s'y manifestent ?*

Étude de cas p.168-175- Le plus grand désert du monde (8,5 millions de km<sup>2</sup>) –Carte 1 p.164, Relief, États et villes est aujourd'hui au cœur d'enjeux qui conduisent à la multiplication des tensions et des conflits<sup>104</sup>.

### A. UN ESPACE DE FORTES CONTRAINTES PHYSIQUES, MAIS DISPOSANT D'IMPORTANTES RESSOURCES

### Diapo 5

Diagramme + Carte : le climat

Carte 4 p.169, Un désert riche en ressources- Le nom même, *al-sahrà* (désert), de cet immense espace, suggère la contrainte radicale de l'aridité à laquelle s'ajoutent de forts contrastes thermiques –doc.6 p.169, Un climat désertique : Tamanrasset.

Le Sahara est une large bande de désert s'étendant de part et d'autre du Tropique du Cancer et de l'Atlantique à la mer Rouge, qui sépare l'Afrique du Nord de l'Afrique subsaharienne. Un puissant anticyclone y limite les précipitations à moins de 100 mm/an. Les limites sont variables, 100 mm de pluie par an au Nord (pluies de saison froide), entre 100 mm et 200 mm au Sud (pluies d'été).

<sup>103</sup> Cette partie du cours est également disponible en version vidéo : [cliquez ici](#) pour la visionner.

<sup>104</sup> À voir également : un « [Prezi](#) » consacré au sujet.

**Diapo 6**  
Photo aérienne : Arlit (Niger) + Liste FTN hydrocarbures présentes au Sahara

**Diapo 7**  
Texte : des ressources en eau

**Diapo 8**  
Publicité « Club aventure »

Le Sahara a connu, au Moyen-Âge, un commerce très actif le long des routes caravanières méridiennes, jalonnées d'oasis. Le commerce maritime à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle et la colonisation au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'ont marginalisé. Le renouveau du désert s'opère depuis la fin des années 1950, en lien avec l'exploitation de ressources stratégiques par de nombreuses firmes transnationales. En effet, le Sahara, peu peuplé hormis le couloir du Nil<sup>105</sup>, dispose d'importantes ressources : les hydrocarbures –doc.1 p.168, Une ressource convoitée : les hydrocarbures, les minerais (fer de Mauritanie, uranium du Niger, phosphates du Maroc et de Tunisie), les réserves d'eau fossile –doc.2 p.168, Des ressources en eau, et le potentiel solaire –doc.3 p.169, L'énergie solaire au Sahara... Le Sahara est un espace de conquête, d'extraction minière et un front pionnier agricole. Doc.5 p.169, Le désert par excellence + doc.18 p.173, Le tourisme en péril + doc.20 p.173, Le Sahara, zone d'insécurité majeure- Propice au tourisme d'aventure, il est aussi l'objet d'une mise en tourisme croissante, mais contrariée par une insécurité endémique.

## B. UN ENSEMBLE POLITIQUEMENT FRACTIONNÉ

Le Sahara est fractionné en dix États indépendants –docs.6, 7, 8 p.165. Pour les États du Maghreb ou du Machrek tournés vers la Méditerranée, les territoires sahariens constituent des arrières-pays en voie d'intégration. Pour trois des États saharo-sahéliens (Mali, Niger, Tchad), la contrainte de l'enclavement s'ajoute à celle de l'aridité (Soudan et Mauritanie bénéficient d'une ouverture maritime). Pour intégrer le Sahara au territoire national, tous ces États ont amélioré l'encadrement administratif, promu des villes-centres et multiplié les équipements : routes, voies ferrées, aéroports. La route joue un rôle majeur dans son développement en ouvrant l'économie saharienne aux marchés. Des réseaux sont ainsi créés, à différentes échelles.

Ce nouveau contexte encourage les échanges transsahariens, qui vont croissant depuis les années 1990. Communément considéré comme une coupure entre une Afrique du Nord méditerranéenne et arabo-musulmane et l'Afrique subsaharienne, il est également une synapse. Profitant des différences de richesse et de réglementation entre États maghrébins et États saharo-sahéliens, produits de consommation courante et carburants du Nord sont échangés contre bétail et produits agricoles venus du Sud. Les trafics illégaux y ont pris des proportions inquiétantes –doc.8 p.170, Frontières et trafics. Le Sahara a également une fonction de transit pour les migrants subsahariens qui tentent de gagner l'Europe –doc.9 p.170, Les principaux flux migratoires à l'Ouest et au centre du Sahara + doc.7 p.170, Migrants nigériens arrivant à Agadez + docs.10 et 11 p.171, Des freins aux mobilités transsahariennes.

**Diapo 9**  
Texte : frontières et trafics

**Diapo 10-11**  
Carte flux migratoires + photo migrants nigériens

## C. UN ESPACE CONVOITÉ

**Diapo 12**  
Texte : « Une période agitée »

Doc.14 p.172, Un espace de crises et d'insécurité- Le Sahara est de plus en plus l'objet de tensions et de conflits armés, essentiellement dus aux tracés frontaliers hérités<sup>106</sup>, aux convoitises liées aux ressources, aux trafics en tous genres et à l'activisme du terrorisme islamiste (groupe AQMI) -doc.15 p.172, Une « période agitée » + doc.12 p.171, La frontière Algérie-Mali, une illusion ? + doc.13 p.171, Le Sahel, un espace difficile à contrôler.

Derrière ces conflits, des convoitises, qui se manifestent dans les investissements en provenance, le plus souvent, d'autres parties du monde, et qui impliquent aussi bien des acteurs étrangers à l'Afrique (États du Nord, pays émergents, firmes transnationales) qu'internes, par exemple quand des nomades s'opposent à l'État et aux intérêts étrangers

**Diapo 13-14**  
Texte : « Uranium et Touaregs au Niger » + doc. « Areva une présence contestée »

<sup>105</sup> Le Sahara compte environ 5 millions d'habitants, vallée du Nil non comprise -12 millions en tout.

<sup>106</sup> Le découpage frontalier, aujourd'hui assumé par les États africains, demeure une source de contestations par les populations locales (fédération touareg), de revendications territoriales (Sahara occidental), de conflits et de mouvements de populations réfugiées.

Diapo 15  
Texte : De multiples  
sources d'instabilité

au Niger<sup>107</sup> -doc.17 p.173, Areva, une puissance contestée au Niger) ; plus largement, les populations du Sud et du Nord s'affrontent à l'intérieur d'États du Sud saharien, comme au Tchad, au Soudan (le Soudan du Sud accède à l'indépendance en 2011) ou plus récemment au Mali -doc.16 p.172, Mali : de l'insécurité généralisée à la guerre.

Ces tensions multiples traduisent l'inscription dans la mondialisation du désert saharien et sont autant de sources d'instabilité.

## CONCLUSION

Bilan et exploitation p.174-175

Diapo 16-17  
Titre + Sommaire II

## II. LE CONTINENT AFRICAÏN FACE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA MONDIALISATION

Photographie p.176-177, Cartes enjeux p.178-181.

*Quelle est la situation de l'Afrique face aux questions de développement ? Le continent connaît-il un réel décollage économique ? Quelle place occupe-t-il dans la mondialisation ? Quels défis démographiques, économiques, environnementaux et politiques l'Afrique doit-elle encore relever ?*

NB. On entendra ici par « développement » l'ensemble des changements (productifs, sociaux...) améliorant les conditions d'existence d'une population donnée dans son ensemble<sup>108</sup>.

### A. UN CONTINENT À L'ÉCART DU DÉVELOPPEMENT ET DU MONDE ?

Le continent africain se caractérise par une intégration faible et/ou défavorable à la mondialisation.

#### 1. Marginalité et pauvreté : l'Afrique cumule les indicateurs défavorables

Cours 1 p.182, L'Afrique : une marge de la mondialisation + Repères p.164-165

##### a. Indicateurs économiques

L'Afrique est le continent le plus pauvre. Les indicateurs économiques qui le montrent sont nombreux et concordants, en dépit d'une grande diversité de situations -Carte 1 p.180, De forts contrastes de développement.

<sup>107</sup> L'exploitation de l'uranium par des intérêts français depuis plus de quarante ans au Niger est dénoncée pour des raisons économiques et aussi politiques : les retombées pour le développement des populations locales sont jugées faibles, les conséquences environnementales de l'exploitation minière sont négatives et l'entreprise française est perçue comme complice de l'État nigérien qui combat la rébellion touarègue.

<sup>108</sup> Il existe une corrélation étroite entre croissance et développement dans la mesure où bon nombre d'améliorations des conditions d'existence d'une population supposent une augmentation des revenus et/ou des quantités produites. Mais corrélation ne signifie pas identité, et il n'est pas rare de constater que la croissance économique dans un pays ne suffit pas à impulser le développement, voire freine ce dernier : répartition inégalitaire qui fait que la croissance profite aux riches et appauvrit les pauvres, ou contenu de la croissance qui entraîne une dégradation des conditions de vie de certains (guerre, pollutions, nuisances...). Source : « [dico](#) » du site d'Alternatives économiques.

**Diapo 18***Un faible poids dans la mondialisation***Un faible poids dans la mondialisation et dans la gouvernance mondiale**

Plusieurs indicateurs traduisent la situation marginale du continent -doc.2 p.183, *L'Afrique, une marge de la mondialisation*.

- L'Afrique ne représente que 2,2% dans les échanges mondiaux.
- Son PIB correspond en 2015 à 4,5% du PIB mondial<sup>109</sup>.
- Aucune des grandes villes africaines n'est une métropole de premier rang dans les classements internationaux.
- L'Afrique « pèse » en 2016 3,4% des IDE entrants (59 milliards de dollars)<sup>110</sup>, essentiellement (80%) pour le pétrole. La part des IDE sortants en provenance de l'Afrique reste négligeable : 18 milliards de dollars, soit seulement 1,2% du total mondial.

**Diapo 19***Un faible poids dans la gouvernance mondiale  
Texte + stat DP8121  
(FMI)*

Enfin, quelle que soit la nature des instances internationales observées, on constate que l'Afrique, et en particulier l'Afrique subsaharienne, a beaucoup de mal à exister dans la gouvernance mondiale. Les pays les plus développés économiquement semblent ne percevoir le continent que comme une inépuisable terre de ressources et un très périlleux foyer du terrorisme islamique. D'où des relations difficiles entre Afrique et organes internationaux tels que le Fonds monétaire international (FMI) ou la Cour pénale internationale (CPI).

**Diapo 20***D'immenses ressources naturelles***Des économies de rente**

Les ressources naturelles de l'Afrique sont immenses –Carte 2 p.179, *Des richesses naturelles au sein d'un continent faiblement structuré*. Elle possède 30% des réserves métalliques mondiales (40% de l'or, 60% du cobalt, 80% du chrome...), 13% du pétrole, 8% du gaz naturel.

**Diapo 21***Des économies de rente*

Cela devrait constituer à priori un atout, mais l'Afrique demeure surtout un fournisseur de matières premières<sup>111</sup>. Doc.3 p.183, *Structure du PIB et des exportations de l'Algérie (2012)*- Dans les deux tiers des pays africains, un ou deux produits seulement constituent les trois quarts de la valeur des exportations : on parle d'économies de rente<sup>112</sup> -Vocabulaire p.182, qui ne produisent au mieux qu'une croissance fragile et subordonnée à l'évolution erratique des prix des matières premières<sup>113</sup>.

**Diapo 22***Exploitations minières et développement local  
Texte DP8121*

Par ailleurs, la question de la contribution de ces activités minières au développement local et au développement durable reste posée. Ainsi, à Fria, en Guinée, la mine et l'usine ont pendant une cinquantaine d'années fonctionné en enclave, sans avoir aucun effet d'entraînement sur les espaces ruraux alentours. Bien au contraire, ce sont plutôt des externalités négatives qui semblent avoir affecté ces derniers, en termes de pollution et d'accessibilité notamment. Aucun des volets traditionnels du développement durable ne semble donc s'appliquer : les effets d'entraînement économique sont faibles ; les inégalités sociales sont fortes ; les conséquences environnementales restent destructrices.

<sup>109</sup> Environ 2500 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB de la France ou du Brésil.

<sup>110</sup> Contre 9% en 1970.

<sup>111</sup> 19% seulement des exportations proviennent de produits manufacturés. Les combustibles représentent aujourd'hui 63% des exportations africaines vers le reste du monde, les minerais 10% et les matières premières agricoles seulement 2%.

<sup>112</sup> Économie de rente : économie basée uniquement sur l'exploitation de ressources naturelles offertes par la position géographique d'un pays

<sup>113</sup> Cf. « [Les termes de l'échange](#) ».

## Le poids de la dette

La dette constitue une part essentielle du budget de l'économie de la majeure partie des pays africains<sup>114</sup> -La dette affecte inégalement les pays africains : les importateurs de pétrole avaient en 2013 un ratio dette/PIB plus élevé (35,1 %) que les pays exportateurs de pétrole du continent (8,5%). Une partie essentielle de cette dette extérieure est constituée de la dette dite multilatérale, c'est-à-dire envers les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) où la représentation de ces pays n'a pratiquement aucun poids.

### Diapo 23

*L'analyse du CADTM :  
trois étapes*

Le CADTM<sup>115</sup> distingue trois grandes phases dans le développement de cette dette :

- Tout d'abord dans les années 1960-70, la Banque mondiale incite les pays du Sud à emprunter dans l'espoir affiché de financer la modernisation de leur appareil d'exportation et les connecter au marché mondial. L'endettement est supportable pour les pays du Sud car ces prêts leur permettent malgré tout de produire davantage, donc d'exporter plus et de récupérer des devises pour les remboursements et de nouveaux investissements.
- Fin des années 1970, les États-Unis amorcent leur virage libéral, et décident une forte augmentation des taux d'intérêt américains dans le but d'attirer les capitaux. De l'ordre de 4-5% dans les années 1970, ils passent à 16-18% au moins, voire davantage au plus fort de la crise, car la prime de risque devient énorme. Par conséquent, le Sud doit rembourser trois fois plus d'intérêts. C'est la crise de la dette.
- Dès qu'un pays est contraint de stopper ses remboursements, le Fonds monétaire international (FMI) lui prête l'argent nécessaire, à condition que le pays concerné mène la politique décidée par ses experts : la politique économique de l'État endetté passe sous contrôle du FMI. Les mesures préconisées sont inscrites dans un Plan d'ajustement structurel (PAS)<sup>116</sup>.

Il est régulièrement procédé à des annulations de dettes, de manière bilatérale entre les pays créditeur et débiteur, ou bien multilatérale sous l'égide de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). De 1970 à 2015, les pays d'Afrique ont déjà remboursé beaucoup plus que ce qu'ils ont emprunté depuis 1970<sup>117</sup>, si bien que la question qui se pose pour certains observateurs comme le CADTM est celle de l'annulation pure et simple de la totalité de la dette, soit 255 milliards de dollars à ce jour.

### Diapo 24

*Annuler la dette ? -Stats  
+ memento 2015*

## b. Indicateurs environnementaux

L'Afrique est le continent qui a vu son environnement se dégrader le plus depuis un demi-siècle avec la désertification qui ronge les régions sèches, la déforestation, la destruction des zones humides.

<sup>114</sup> Le service de la dette constitue par exemple sur les années 1992-1997, 35% du budget du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, 40% de celui du Kenya et de la Zambie, 46% de celui de la Tanzanie (dans le même temps la part des services sociaux constitue moins de 15% du budget).

<sup>115</sup> CADTM : [Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde](#).

<sup>116</sup> Abandon des subventions aux produits et services de première nécessité (pain, riz, lait, sucre, combustible...), austérité budgétaire, baisse des budgets publics « non-productifs » (santé, éducation, subventions aux produits de base), production agricole tout entière tournée vers l'exportation (café, coton, cacao, arachide, thé etc.) pour faire rentrer des devises, donc réduction des cultures vivrières et déforestation pour gagner de nouvelles surfaces, ouverture des marchés par la suppression des barrières douanières, libéralisation de l'économie, notamment abandon du contrôle des mouvements de capitaux et la suppression du contrôle des changes, fiscalité aggravant encore les inégalités avec le principe d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la préservation des revenus du capital, désengagement de l'État des secteurs de production concurrentiels par la privatisation des entreprises publiques.

<sup>117</sup> Cf. [Chiffres de la dette 2015](#), sur le site du CADTM.

**Diapo 25**  
*Un continent-poubelle ?*

Le continent africain est bien souvent la destination des déchets toxiques ou radioactifs en provenance des autres continents<sup>118</sup>.

### c. Indicateurs du « développement humain »

**Diapo 26**  
*L'Afrique et les indicateurs de l'IDH*

Dans ce continent en fort essor démographique –doc.11 p.185, **Un formidable essor démographique**, les indicateurs du mal-développement sont nombreux et concordants dans les domaines de la santé, de l'éducation et des revenus.

#### Alimentation, santé, éducation

- La sous-alimentation frappe l'Afrique subsaharienne avec force et concerne 224 millions de personnes, avec d'importantes différences nationales : 62% de la population du Burundi, 64% de celle de l'Érythrée, 22% de celle du Soudan.
- L'encadrement sanitaire est défaillant, tant du point de vue des infrastructures hospitalières que du nombre d'habitants par médecin et personnel soignant<sup>119</sup>. Aggravés par les difficultés de l'approvisionnement en eau, les indicateurs démographiques sont par conséquent catastrophiques, avec une espérance de vie moyenne inférieure de 20 à 30 ans à celle des pays d'Europe. La mortalité infantile reste la plus élevée du monde (68‰ en 2010) et 23 des 34 millions de séropositifs du monde vivent en Afrique<sup>120</sup>. Le paludisme persiste et les autres risques sanitaires sont nombreux<sup>121</sup>.
- La question scolaire reste préoccupante : 84% de la population africaine est scolarisée<sup>122</sup>, au prix d'efforts considérables<sup>123</sup>, mais l'enseignement secondaire et supérieur restent trop faibles<sup>124</sup>. Par ailleurs, selon l'Unesco, les apprentissages demeurent « d'une faiblesse désespérante » dans beaucoup de pays, où le nombre d'analphabètes adultes continue d'augmenter<sup>125</sup> et où la scolarisation des filles continue d'être insuffisante.

#### Pauvreté, inégalités

Avec un PIB-PPA/hab. d'à peine 3500 dollars en 2014<sup>126</sup>, l'Afrique demeure le continent de la pauvreté monétaire. Alors que la banque mondiale annonçait fin 2015 que pour la première fois, le taux de pauvreté<sup>127</sup> allait être inférieur à 10% de la population à l'échelle planétaire, il s'élève encore à 35% de la population de l'Afrique subsaharienne.

<sup>118</sup> Cf. [l'affaire du Probo Koala](#) en 2006.

<sup>119</sup> Par exemple, le Mali compte moins de 1 médecin pour 10 000 habitants (7 pour la Tunisie).

<sup>120</sup> L'Afrique concentre 80% des décès dus à ce syndrome et 75% des nouveaux cas annuels. Le nombre de morts africains est de 25 millions depuis l'apparition du virus. Cette pandémie est devenue la première cause de mortalité en Afrique, alors qu'elle n'est que la quatrième dans le monde. Faute de moyens financiers, moins de 1% des malades africains sont soignés de manière convenable.

<sup>121</sup> Cf. la récente épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (mars 2014- fin 2015) –« [Où en est l'épidémie d'Ebola ?](#) », *Le Monde*, 7 novembre 2015

<sup>122</sup> ...de manière inégale : 40% seulement pour le Niger, par exemple

<sup>123</sup> Cf. choix de la gratuité dans des pays comme le Bénin, le Sénégal, la Tanzanie et le Kenya.

<sup>124</sup> En Afrique subsaharienne, le taux de scolarisation dans le secondaire s'élevait à 36% en 2010, et à 6% dans le supérieur en 2008 (moyenne mondiale : 26%).

<sup>125</sup> On compte encore 160 millions d'adultes analphabètes en Afrique.

<sup>126</sup> La moyenne mondiale se situe à 15000 dollars par an par habitant.

<sup>127</sup> Les prévisions de la Banque mondiale reposent sur un nouveau seuil international de pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour, qui intègre de nouvelles données sur les écarts du coût de la vie d'un pays à l'autre (les taux de change en parité de pouvoir d'achat -ou PPA). Ce nouveau seuil préserve le pouvoir d'achat réel du seuil précédent (1,25 dollar par jour aux prix de 2005) dans les pays les plus pauvres du monde. En se basant sur ce nouveau seuil (et des données récentes par pays sur les niveaux de vie), l'institution prévoit que le nombre d'individus pauvres dans le monde devrait passer de 902 à 702 millions entre 2012 et 2015 (soit de 12,8 à 9,6% de la population mondiale). Source : [site officiel de la Banque mondiale](#).

**Diapo 27**  
*Villes africaines :  
ambiance*

Multipliée par 2,2 depuis 1970, la population de l'Afrique n'est urbaine qu'à 36% (très variable : 80% au Gabon, 10% au Rwanda et au Burundi). Les campagnes fournissent encore d'importants flux d'exode rural. Quand, pour fuir la misère, les ruraux prennent le chemin de la ville africaine, ils alimentent la croissance incontrôlée de centres urbains (l'Afrique compte désormais une trentaine de villes « millionnaires ») sur le modèle de l'urbanisation spontanée et de la prédominance du secteur informel dans toute sa variété.

La géographie des villes africaines est le reflet de rapports sociaux très inégalitaires, à travers une profonde fragmentation socio-spatiale :

- aux zones hypersécurisées, autour de logements surprotégés, où les hauts murs surmontés de tessons de verre et de fils barbelés électrifiés sont la norme,
- s'opposent de gigantesques zones d'habitat informel. Près de 75% de la population urbaine vit dans des quartiers pauvres, autoconstruits sans planification<sup>128</sup>. Malgré les améliorations procurées par les divers processus de « durcification », ces quartiers témoignent de la situation africaine : sous-équipement, fragilité du bâti (tôle généralisée, maisons en pisé à Brazzaville), extrême précarité économique et sanitaire comme à Kibera, le bidonville géant de Nairobi (Kenya).

**Diapo 28**  
*Kibera, la plaie de  
Nairobi : Article Le  
Monde + Extrait JT  
France 2*

## 2. Des circonstances politiques aggravantes : conflits et mauvaise gouvernance

### a. Conflits et États faillis

**Carte 1 p.178, L'Afrique, vulnérabilité et insécurité-** Depuis la fin de la guerre froide, c'est en Afrique que le plus grand nombre d'opérations de maintien de la paix par les Nations unies ont été nécessaires.

**Diapo 29**  
*L'Afrique en guerres –  
Présentation  
webdocumentaires  
Rwanda & RDC (liens  
internet)*

Les conflits sont l'une des plaies africaines<sup>129</sup>. De moins en moins souvent interétatiques, le plus fréquemment intra-étatiques, ils sont à l'origine de la régression et de la marginalisation de certains États, et peuvent revêtir les formes les plus diverses : les guérillas, les razzias, les prises de contrôle de vastes territoires, les enlèvements, les massacres, les viols et les famines<sup>130</sup> utilisés comme armes de guerre font des ravages dans des régions où les clivages ethniques et/ou religieux sont prompts à se réveiller et faciles à instrumentaliser pour les puissances extérieures.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater que c'est en Afrique que les populations déplacées (dans leur pays d'origine) et réfugiées (dans un pays étranger) sont les plus nombreuses : 19 millions de personnes sur selon le HCR<sup>131</sup>, soit 30% du total mondial -NB : ces populations n'atteignent que très marginalement les rivages européens, contrairement à certaines idées reçues.

**Diapo 30**  
*Extrait article PE 2011 –  
États faillis, États fragiles  
+ photo & carte Somalie*

Certaines de ces crises s'accompagnent de la défaillance de l'État : on parle alors d'un « État failli », dont l'absence et/ou l'effondrement produit des situations inextricables, comme en Somalie, où la défaillance de l'État implique la remise en cause de l'existence de tout un pays et se traduit par une crise humanitaire généralisée qui s'inscrit dans la durée.

<sup>128</sup> La part des constructions informelles varie : 15% de la surface bâtie à Abidjan, 50% à Dakar, plus de 80% à Kinshasa.

<sup>129</sup> À ce sujet, vous consulterez avec profit le très beau Webdocumentaire du journal *Le Monde*, réalisé par cinq jeunes Congolais, « [Témoins du dedans](#) », ou encore cet autre (excellent) Webdocumentaire de RFI, France 24 et La Stampa, « [Rwanda, 20 ans après](#) »

<sup>130</sup> Par exemple, les famines qui touchent l'Afrique sont aujourd'hui souvent provoquées pour mater des groupes antagonistes voire les réduire numériquement. Au Darfour par exemple, malgré la mobilisation internationale, le Soudan a longtemps refusé de distribuer l'aide apportée par les ONG étrangères, au profit d'une distribution vers l'armée régulière et les groupes armés favorables au régime.

<sup>131</sup> HCR ou UNHCR : [Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés](#).



## b. Mauvaise gouvernance et régimes autoritaires

En Afrique plus qu'ailleurs, la corruption, le népotisme, l'accaparement des richesses naturelles, la confiscation de l'aide internationale détruisent les sociétés et les États, et entretiennent la violence. Bénéficiant de l'héritage de la période coloniale ou des divers processus de décolonisation, certains groupes dominants se sont maintenus au pouvoir par la force, interdisant tout processus démocratique et développant une corruption omniprésente ainsi qu'un mal développement chronique.

### Diapo 31

*Mauvaise gouvernance et dictatures*  
Extrait AltInter « Quel monde en 2015 ? » + Le Monde 24 déc. 2015 + Classement corruption

Ainsi, malgré quelques progrès démocratiques et même s'il ne faut pas verser dans la caricature, l'Afrique demeure le continent des chefs d'État confisquant le pouvoir pendant des décennies, à l'image (entre autres) de la famille Gnassingbé, « dictateurs de père en fils » au Togo depuis plus de 50 ans, ou du président Sassou-Nguesso (74 ans dont 34 à la tête de l'État<sup>132</sup>) fraîchement réélu (mars 2016) à la tête du Congo-Brazzaville.

### Diapo 32

*Vidéos – 10 chiffres sur l'Afrique (Le Monde, 2015) + DDC 2013*

## B. DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR L'AFRIQUE ?

Cours 2 p.184, L'Afrique : le décollage + Dossier p.186-187, Comment la nouvelle Afrique du Sud illustre-t-elle le décollage du continent ?- Le tableau initial doit être nuancé.

### 1. Des capacités d'adaptation et de résilience

Loin du fatalisme et de la résignation, les populations africaines font preuve d'une grande capacité d'adaptation et de résilience face aux mutations et bouleversements liés à la mondialisation.

Les villes ne sont pas seulement le lieu d'affirmation des inégalités sociales. Elles sont également un cadre pour des actions pensées par les habitants eux-mêmes, pour améliorer leurs conditions de vie. On parle de dynamiques endogènes, mises en œuvre par des décideurs locaux et non impulsées par des acteurs extérieurs.

### Diapo 33

*Prégnance du secteur informel (stats + Extrait rapport OCDE)*

Le secteur informel, vaste, aux contours flous, reflète cette inventivité et cette « débrouillardise » africaines. Les manifestations en sont nombreuses, du simple emploi pour survivre (vente de quelques légumes, livreur de fardeau sur les marchés...), à des modes d'organisation plus poussés (à l'image des « ngandas » de Brazzaville ou des « maquis » d'Abidjan, ces restaurants développés à l'intérieur des habitations), ou encore au système d'épargne collective des tontines<sup>133</sup>, une sorte de mécanisme de micro-crédit solidaire présent dans toute l'Afrique de l'Ouest.

L'espace rural est le siège d'initiatives impulsées par des ONG venues de l'extérieur, mais aussi par les sociétés locales. En Tanzanie par exemple, les traditionnelles communautés rurales ont connu des dynamiques qui les ont transformées en véritables structures institutionnelles autour de coopératives agricoles<sup>134</sup>.

### 2. Des évolutions positives

Aux signes de stagnation et de pessimisme peuvent être opposées des évolutions positives et des espoirs de réussite.

<sup>132</sup> De 1979 à 1992, puis encore aujourd'hui, depuis 1997.

<sup>133</sup> Une véritable institution réside dans les tontines, une épargne collective traditionnelle largement développée en Afrique de l'Ouest et qui rassemble plusieurs participants ; ceux-ci versent, à intervalles réguliers, une somme déterminée à l'avance et qui sert à subvenir à des besoins familiaux (mariages, funérailles...) ou à permettre l'achat de biens d'équipement ou fonciers. Système fondamental et révélateur de la débrouillardise subsaharienne, les tontines ont pourtant un rôle limité à une échelle microlocale, celle du quartier ou des employés d'une même entreprise.

<sup>134</sup> Cf. l'université d'agriculture Sokoine à Morogoro regroupe 200 enseignants et chercheurs, 1000 étudiants, et forme différentes communautés villageoises proches aux techniques agricoles, à l'élevage et à la commercialisation des produits.

### a. Quelques indicateurs « passent au vert »

Dans le domaine économique, des évolutions positives sont repérables, à l'échelle de certains États comme en témoigne le « miracle mauricien »<sup>135</sup>, mais aussi à l'échelle continentale : en effet, les produits exportés par le continent relèvent certes majoritairement de ressources non transformées sur place, mais la part des produits manufacturés a progressé, passant de 6% du total des exportations dans les années 1970 à 18% aujourd'hui.

#### Diapo 34

*Démocratie : reculs et progrès*  
Vidéos DP8121 + JT  
France 2 déc. 2015 +  
carte DP 8121

Dans le domaine politique, un certain renouveau est engagé. Les réformes de décentralisation ont favorisé l'apparition de nouveaux acteurs locaux, associations, ONG, nouvelles élites, le « printemps arabe » a balayé les anciens autocrates et la démocratie remporte quelques succès, par exemple au Burkina Faso en 2015.

#### Diapo 35-36

*Classes moyennes et Afropolitains -textes + stat DP 8121*

Concomitamment, Les sociétés africaines connaissent de profondes transformations, comme l'émergence de classes moyennes et l'apparition d'une population africaine métropolitaine et mondialisée.

#### Diapo 37

*De l'afro-pessimisme à l'afro-optimisme : Dumont-Baverez-Brunel*

À l'« afro-pessimisme » de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle succède un (fragile) « afro-optimisme », ce qui ne manque pas de susciter de vifs débats pour décider si l'Afrique est enfin « bien partie », pour pasticher les termes employés par René Dumont en 1962

### b. Des formes de décollage

En termes de développement, la situation de cet ensemble continental n'est ni homogène, ni figée, et on y observe des formes de décollage.

Avec une croissance autour de 5 à 6% par an, stimulée par la forte demande des puissances émergentes et des États-Unis, l'économie africaine est bien engagée dans une phase de décollage. Les exportations ont progressé rapidement, les IDE comme les envois de fonds des migrants ont atteint des records.

Dans la décennie 2000, la forte croissance économique de l'Afrique a permis une progression annuelle de 4% du PIB par habitant. Des couches modestes solvables émergent, constituant ainsi une nouvelle clientèle. L'Afrique est perçue comme un marché d'avenir – **doc.7 p.185, Les FTN américaines à l'assaut de l'Afrique**, qui regroupera le tiers de la population mondiale âgée de moins de vingt-cinq ans en 2025.

#### Diapo 38

*L'Afrique dans la révolution numérique (lien webdocumentaire Le Monde)*

Avant même la perspective d'une révolution des transports (Cf. ci-après), une révolution des télécommunications est en marche, portée par la progression de la téléphonie mobile<sup>136</sup> -**doc.6 p.185, La téléphonie mobile en Afrique**, la diffusion du haut débit internet et de grands chantiers d'équipement (Cf. liaison câblée à haut débit de Matadi à Dar-es-Salaam).

### c. Des situations variées et évolutives

**Cartes Enjeux : 1 p.180, De forts contrastes de richesses et de développement + 2 p.181, Les dynamiques de développement-** La situation économique et sociale, au cœur de la notion de développement, est marquée par des contrastes importants. En effet, certains États réussissent à tirer leur épingle du jeu : Cf. émergence de l'Afrique du Sud -**Dossier p.186-187 (« à retenir », p.187)**, et plus largement, d'un ensemble d'États qualifiés de « Lions

<sup>135</sup> L'île Maurice présentait, à son indépendance (1968), un taux de chômage de plus de 25% des actifs et une population composée à près de 50% de moins de 20 ans. La politique de réduction de la natalité engagée à l'aide d'un planning familial contribue au « miracle économique » des années 1980, confirmé aujourd'hui par des résultats incontestables sur tous les plans, notamment sanitaires

<sup>136</sup> En 2010, la couverture territoriale atteint 90% dans la plupart des villes, 40% dans les campagnes.

africains »<sup>137</sup> -**Vocabulaire p.184** ; ils représentent près des deux tiers du PIB continental, mais la question de leur réelle émergence est complexe, car elle renvoie d'abord aux débats portant sur la définition de l'émergence et sur sa nature, laquelle ne peut se limiter à une présence accrue dans l'économie mondiale.

### 3. Une insertion dans l'économie globale

#### a. Les richesses de l'Afrique l'insèrent de fait dans l'économie globale

##### Diapo 39

Carte : le phénomène de landgrabbing

Le fait saillant de ces dernières années est la course aux richesses africaines, comme les, les minerais, les terres rares, les hydrocarbures et les terres agricoles, de plus en plus recherchées par des pays déficitaires en productions alimentaires, qui achètent ou louent d'immenses superficies (*land grabbing* –**Vocabulaire p.243**).

Ces richesses attirent bien des convoitises, toujours de la part des anciennes puissances coloniales mais maintenant aussi des principales puissances émergentes<sup>138</sup> -**doc.10 p.185**, La « **Chinafrique** » : **contrats civils chinois en Afrique subsaharienne**. Depuis quelques années, la question de la présence chinoise en Afrique suscite un intérêt croissant. Le néologisme « **Chinafrique** » a fait son apparition. Si ces relations entre Chine et Afrique présentent une dimension diplomatique non négligeable<sup>139</sup>, mais les considérations économiques l'emportent : la présence de la Chine en Afrique est désormais lue en termes d'émergence, de coopération sud-sud et de puissance, voire de néo-impérialisme<sup>140</sup>. L'Inde apparaît aussi comme un acteur important du continent africain. Le pays entretient des relations anciennes avec l'Afrique orientale, notamment avec les anciennes colonies britanniques où une diaspora indienne est installée de longue date. Les jeux d'investissements croisés entre Indiens de la diaspora et Indiens d'Inde se font de plus nombreux, comme dans les plantations de roses de Naivasha au Kenya

Pour exploiter et valoriser ces richesses, les investisseurs ont besoin de paix, de stabilité, et de solides infrastructures de transports. Même si elle est le plus souvent placée en relation subordonnée dans les relations d'échanges mondialisés, l'Afrique n'est plus à l'écart du monde, et s'intègre à nouveau dans l'économie globale.

#### b. Les lieux africains de la mondialisation

L'intégration de l'Afrique à la mondialisation se lit dans l'évolution de certains de ses territoires : Cf. métropoles, ports et corridors.

##### Des ports et des corridors

##### Diapo 40

Des ports et des corridors  
Texte + carte DP 8121

La mondialisation maritime apparaît aujourd'hui comme un élément moteur de l'intégration spatiale à la mondialisation. Les ports et les corridors semblent commander l'aménagement des territoires en paraissant apporter une réponse aux enjeux de l'enclavement. Celui-ci est en effet reconnu depuis 2003 par l'ONU comme un facteur

<sup>137</sup> « Lions africains » : terme qui désigne un groupe de pays africains considérés comme émergents (Afrique du Sud, Nigeria, Algérie, Maroc, Angola) en référence aux « Tigres asiatiques ». Cf. « L'Afrique est bien partie », *Le Monde*, 2 avril 2013.

<sup>138</sup> Cf. le phénomène de la « **Chinafrique** ». Avec des échanges commerciaux qui passent de 91 à 166 milliards de dollars entre 2009 et 2011, des investissements chinois qui montent de 9 à 14,5 milliards de dollars sur la même période, la Chine devient le principal partenaire économique du continent (présente dans 40 pays). Alors même que les partenaires traditionnels se désengagent de l'Afrique. La Chine investit dans le long terme dans les secteurs miniers d'abord, on vient de le voir, mais maintenant dans l'industrialisation du continent.

<sup>139</sup> Chaque rencontre entre un chef d'État africain et un officiel chinois s'accompagne d'un communiqué de presse dans lequel les deux parties affirment partager le principe « d'une seule Chine »

<sup>140</sup> Il est même aujourd'hui utilisé par les autorités chinoises pour nommer en français un site internet dédié aux relations sino-africaines : [www.chinafrique.com](http://www.chinafrique.com).

aggravant de mal-développement. Ports et corridors deviennent donc des objets d'analyse fondamentaux pour saisir la mondialisation du continent africain en train de se réaliser, leur localisation en tant qu'interfaces étant un enjeu majeur.

Que ce soit en Afrique du Nord ou en Afrique de l'Ouest, australe ou orientale, les investissements dans les grandes infrastructures portuaires et logistiques continentales connaissent une hausse généralisée. Ces investissements, souvent portés par de grands groupes extérieurs au continent, témoignent de l'intérêt que ce dernier suscite.

On peut ainsi retrouver dans les ports africains des acteurs importants des opérations portuaires en concession : le danois Maersk, à travers sa filiale APM Terminals, à Tanger Med ; Dubai Ports World, à Djibouti ; le français Bolloré, dans de nombreux ports ouest-africains. Ces ports attirent de puissants armateurs comme Maersk et CMA-CGM, qui opèrent également sur les routes Afrique-Asie. Ces infrastructures jouent un rôle majeur dans l'aménagement des territoires, qu'elles structurent de plus en plus -y compris à une échelle interétatique : Cf. projet de boucle ferroviaire reliant Abidjan (Côte d'Ivoire), le Burkina Faso, le Niger et Cotonou (Bénin).

De grands chantiers sont en cours : nouveaux ports (Djibouti), ports de porte-conteneurs (Tanger), lignes de TGV (Tanger-Marrakech), corridors de circulation autoroutiers (golfe de Guinée) et multimodaux (Nairobi-Mombassa, Afrique australe), ports en eau profonde (Lamu, Mombassa, Matadi)...

Ces grands projets posent la question fondamentalement géographique de leur contribution à l'aménagement des territoires. Le modèle de corridor de développement est promu par de nombreux acteurs : Cf. le corridor de Maputo, qui relie Johannesburg à la capitale et au port mozambicains. L'enjeu est d'importance, car au-delà du nécessaire désenclavement stratégique des espaces productifs enclavés<sup>141</sup> se pose en effet la question de l'aménagement des espaces traversés et de la contribution des infrastructures au développement local.

### Des métropoles

**Diapo 41**  
*Villes et métropoles*  
*Stat DP 8121*

Les villes africaines, en plein essor, sont aussi des lieux de de l'intégration à la mondialisation, où l'ensemble des enjeux du développement sont présents.

La place des métropoles au sein de leurs territoires, à la fois hubs, relais et centres pose la question de la nécessaire conciliation des impératifs de compétition métropolitaine et des impératifs de gestion territoriale. La question des relations de coopération ou de compétition entre métropoles mérite également une attention particulière, qu'elle se fasse entre métropoles nationales (Douala et Yaoundé au Cameroun, Brazzaville et Pointe-Noire au Congo, Johannesburg, Le Cap, Durban en Afrique du Sud, etc.) ou entre métropoles ayant des ambitions régionales au sein de grands ensembles (Abidjan, Accra, Lagos ; Nairobi, Addis-Abeba, etc.).

## C. LES DÉFIS À RELEVER RESTENT NOMBREUX

### 1. Les défis du peuplement

**Diapo 42**  
*Stat article lemonde.fr +*  
*lien internet*

**Doc.11 p.185, L'Afrique, un formidable essor démographique-** La population africaine (1,2 milliard d'habitants en 2017), multipliée par 4,5 de 1950 à 2010, atteindra 2 milliards d'habitants en 2050, dont 1,8 milliard en Afrique subsaharienne. L'Afrique comptera alors 3 des 10 poids lourds démographiques mondiaux, et aucune stabilisation n'est attendue

<sup>141</sup> L'aire métropolitaine du Gauteng en Afrique du Sud ; les régions horticoles et industrielles de Naivasha et de Nakuru au Kenya ; les régions cotonnières sahéliennes, etc.

avant 2100<sup>142</sup>, ce qui suppose une pression humaine formidablement accrue sur les ressources<sup>143</sup>.

Les mobilités, qui se sont intensifiées depuis les années 1980, constituent un second défi démographique : aux déplacements forcés s'ajoutent les migrations économiques à toutes les échelles, infranationales (exode rural) comme internationales (en particulier entre le Sud et le Nord du Sahara, et d'Afrique centrale vers l'Afrique du Sud).

Troisième défi démographique et non des moindres : la croissance continue de la population urbaine, déjà multipliée par treize depuis 1950.

## 2. Nourrir et développer l'Afrique en intégrant le défi environnemental

Les agricultures africaines sont en mouvement. En même temps que se transforme l'agriculture d'exportation (Cf. essor de l'horticulture kenyane), la demande urbaine a permis un développement du vivrier marchand. Des recherches génétiques locales ont permis la mise au point de variétés à haut rendement, si bien que l'on commence à évoquer une « révolution verte » pour l'Afrique. L'extension des surfaces cultivées a permis de faire à peu près face à la croissance démographique depuis les années 1980, malgré un contexte défavorable (incertitudes climatiques, mauvais état des routes, problèmes de stockage, concurrence des cultures d'exportation, dumping des pays riches sur les céréales).

### Diapo 43

*Une révolution verte en Afrique ?  
Vidéo DP8121 Roses de Naivasha) + Vidéo Banque mondiale*

Plus largement, concilier développement économique et protection environnementale est un des grands défis pour l'Afrique. Par exemple, au Botswana, le gouvernement tente de concilier protection et développement, même si certaines mines de diamants sont situées au sein d'aires protégées, à l'instar de la réserve de chasse du Kalahari central. Alors que Gaborone est la capitale mondiale de la production de diamants, les Botswanais savent en effet que les gisements devraient être épuisés dans une vingtaine d'années. C'est pourquoi les autorités misent sur le tourisme, qui offre des perspectives plus durables. S'il ne représente encore que 5% du produit intérieur brut (PIB) national, il assure déjà un emploi sur dix. Et ce notamment grâce au site du delta de l'Okavango, fabuleuse réserve animalière. Ainsi, le delta a attiré la moitié des 260000 touristes venus visiter le Botswana en 2015.

### Diapo 44

*Mines et parcs au Botswana  
Texte + vidéo DP8121*

## 3. Surmonter les blocages structurels

Sortir de l'économie de rente pour emprunter le chemin de l'émergence, comme l'a fait l'Afrique du Sud, suppose l'existence de politiques publiques capables de promouvoir un développement adapté aux sociétés africaines. Cela implique non seulement la suppression de verrous paralysants (coût de l'électricité, des transports et fiabilité des services), mais aussi et surtout la prise en compte de spécificités sociales qui favorisent encore l'économie de la circulation plutôt que celle de la production.

La nature de l'État est également un lourd handicap. Il a souvent fonctionné comme une machine d'extraction-redistribution de la rente au profit de clientèles particulières. Or l'équité est une condition du changement social et le recours à la notion récente d'État développementaliste<sup>144</sup> pourrait être une piste fructueuse.

Dans un contexte de mondialisation compétitive, l'Afrique paraît encore trop divisée, et elle est fortement encouragée à construire des organisations régionales efficaces, même si la question de la contribution de ces associations régionales au développement suscite débats

### Diapo 45

*Extrait + lien site Banque mondiale : intégration régionale, clef de la compétitivité africaine + Carte & lien Wikipédia*

<sup>142</sup> Cf. « La population de l'Afrique va-t-elle quadrupler d'ici la fin du siècle ? », *Le Monde*, 20 septembre 2017

<sup>143</sup> Par exemple, rapportée aux superficies cultivées en permanence, la densité passe de 2 à 230 habitants/km<sup>2</sup> en Namibie, de 21 à 620 habitants/km<sup>2</sup> en RDC.

<sup>144</sup> État développementaliste : Notion mise en avant par l'ONU pour caractériser un État qui pourrait favoriser un développement durable et équitable.

et discussions. Pour l'heure, celles-ci sont certes nombreuses, mais surtout embryonnaires, comme le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)<sup>145</sup>.

Si l'Union africaine (UA) a une vocation continentale, le continent africain est organisé par de nombreuses associations régionales supranationales, qui dessinent une cartographie complexe de l'Afrique des grands ensembles. Brève typologie :

- Certaines d'entre elles sont des héritages historiques :
  - o les unions monétaires des zones franc, qui délimitent d'abord l'aire d'extension d'une monnaie unique, gagée sur le trésor français et gérée par deux banques : la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).
  - o la SADC (*Southern African Development Community*, Communauté de développement de l'Afrique australe) doit sa création à la volonté d'« encercler » l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid, avant de devenir l'aire d'extension de l'influence sud-africaine en Afrique australe.
- D'autres, enfin, correspondent à de réels projets d'intégration régionale, plus ou moins poussés. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est sans doute celle qui va le plus loin dans l'intégration des territoires, notamment par l'application d'un principe de libre circulation (qui ne doit toutefois pas masquer les difficultés effectives).
- D'autres peinent à véritablement fonctionner, comme la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), dont le principe de libre circulation n'a par exemple pas été ratifié par deux de ses membres (le Gabon et la Guinée équatoriale).

## CONCLUSION

Croquis p.192-193, L'Afrique : contrastes de développement et inégale intégration dans la mondialisation

Diapo 46  
Croquis

---

<sup>145</sup> Cf. [Site officiel](#) du NEPAD